

INTERVENTION pour Congrès Bordeaux

Les retraités du Rhône ont vécu comme vous ce mandat d'années folles : c'est bien ainsi que nous pouvons nommer ces temps marqués par les crises à l'international mais aussi au national.

- Aggression russe en Ukraine, attaque d'Israël ignoble du 7 octobre, suivie de guerres au Moyen-Orient : l'ordre international est complètement bouleversé, le droit international bafoué, le multilatéralisme nié.
- Au national ce n'est pas mieux : ainsi en 2023 le gouvernement Borne veut faire voter une réforme des retraites imposant l'âge de départ à 64 ans, à l'opposé de ce que nous avons voté au Congrès de Lyon.

La direction confédérale a été exemplaire : ferme sur ce vote et sur notre cahier revendicatif mettant au premier plan la pénibilité, elle a su assumer sa place de leader entraînant les autres organisations syndicales dans un mouvement historique des travailleurs jusqu'à la suspension de cette réforme.

Nous y avons gagné 20 000 adhérents et une unité nouvelle des Organisations syndicales, pas totale mais bien réelle et dans la clarté. Et cela sans que jamais ne soit abandonnée une attitude constructive de dialogue social.

- De la même manière en tant que retraités, nous avons été sensibles à l'engagement CFDT pour une loi sur la fin de vie, pour une fiscalité juste et pour la perte d'autonomie.

Nous avons rejoint à 100% la Confédération dans la lutte contre l'extrême-droite.

La CFDT n'est pas apolitique mais a-partisane, elle ne rejette aucune formation politique sauf celles de l'extrême-droite dont les positions sont contraires à ses valeurs de démocratie, de solidarité, de non-discrimination.

Or que lisons-nous à l'article 2.1.3.9 de la Réso revendicative que certaines forces « à l'opposé de l'échiquier politique » (*soyons francs il faut comprendre LFI*) se comportent de la même manière (voire pire) que l'extrême-droite.

Nous nous interrogeons :

- Faut-il placer ces forces en dehors du vote républicain comme on fait pour l'extrême-droite ?
- Faut-il leur faire barrage comme nous le faisons pour l'extrême-droite ?

Nous respectons le vote de chacun et chacune mais pour notre part nous restons favorables à la constitution d'un camp républicain, réunissant tous les autres partis contre l'extrême-droite.

Le bureau national doit lever l'ambiguïté.

Notons qu'un débat sur cette question aurait été bienvenu plutôt que le faire passer « en douce » dans la résolution.

Nous voterons favorablement le rapport d'activité.

Néanmoins nous nous interrogeons par ailleurs.

- Nous retraités du Rhône, comme nos camarades de la Loire, avons des difficultés à travailler en **Interpro** de proximité après la réforme de cet interpro dans la région : il n'y a plus de structures de l'interpro dans les quartiers ou les villes secondaires où nos retraités pourraient rejoindre les actifs et militer avec eux sur des sujets locaux, de territoire (comme par exemple accueillir des salariés de PME/TPE).

Pourquoi ? Parce qu'il n'y a plus de militants salariés suffisamment disponibles pour agir dans l'interpro. Et c'est la raison pour laquelle nous attirons votre attention en congrès confédéral : les contraintes du militantisme en entreprise sont telles que le travail se fait en silo (nous n'ignorons pas les conséquences désastreuses des ordonnances travail) et il n'y a plus de place pour l'interpro de proximité.

Enfin nous vivons dans un département très sensible à la pollution de l'eau par les **PFAS**. Traiter cette question pour un syndicaliste n'est pas chose facile (voir la question de l'emploi). Cependant la question de l'habitat dans certains secteurs mais aussi des conditions de travail dans certaines usines nous amènent à poser la question à la CFDT. C'est une question sur laquelle nous nous sentons très isolés.

Pour finir, nous partageons l'interrogation de l'URR AURA sur le sens de la rédaction de l'article 2.3.1.8.1. Nous sommes étonnés que l'article 2.3.1.8.1 de la réso revendicative modifie sans débat la revendication d'une **indexation des pensions** sur les salaires et non sur les prix. Cela pèsera sur notre vote.